

**SOCIETE EN FORMATION - CERTIFICAT DE DEPOT DELIVRE PAR LE  
BANQUIER**

CAISSE DE CREDIT MUTUEL DE VANNES KERLANN  
106 AVENUE DE LA MARNE  
56 000 VANNES  
RCS VANNES - SIREN 309 646 669

L'Agence certifie détenir à ce jour et avoir reçu en dépôt des souscripteurs suivants pour le compte de la Société 2 L SERVICES, en cours de constitution les sommes suivantes :

Nom, Prénom, domicile	Montant des versements
Didier LE CHANU	204 000€
Katy BRIENT, épouse LE STANG	1€
<b>Total des versements</b>	<b>204 001€</b>

Ces sommes représentatives du capital de la société resteront indisponibles jusqu'à son immatriculation au Registre du Commerce.

Fait à VANNES, le 28 janvier 2020

Le représentant de l'Agence,



Le 14 FEV. 2020 2020/A/1391

**2L SERVICES**  
**Société par Actions Simplifiée**  
**Au capital de 204 001 €**  
**Siège social : Léon Griffon – Zone du Champ des Oiseaux**  
**56890 SAINT AVE**  
**RCS VANNES en cours**

**LISTE DES SOUSCRIPTEURS**

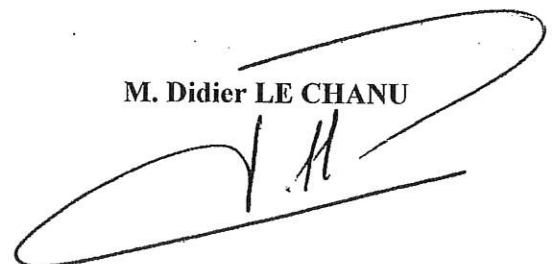
- Capital social: 204 001 euros
- Nombre d'actions émises et souscrites: 204 001 actions, toutes de numéraire
- Valeur nominale d'une action: 1 euro
- La totalité des 204 001 actions émises ont été souscrites et libérées de la totalité de leur valeur nominale lors de leur souscription, dans les conditions suivantes :

	<b>Nom, Prénom, Adresse des souscripteurs</b>	<b>Nombre d'actions souscrites</b>	<b>Valeur nominale d'une action</b>	<b>Montant des versements effectués</b>
1	M. Didier LE CHANU	204 000	1 €	204 000 €
2	Mme. Katy BRIENT, épouse LE STANG	1	1 €	1 €
	<b>TOTAL</b>	<b>204 001</b>	<b>1 €</b>	<b>204 001 €</b>

Le présent état constatant la souscription de 204 001 actions de la Société « 2L SERVICES » ainsi que le versement la totalité du montant nominal desdites actions, soit la somme de 204 001 euros, est certifié exact, sincère et véritable par Monsieur Didier LE CHANU, l'un des associés fondateurs de la Société, et futur Président de la société.

Fait à LORIENT, le 31.01.2020

M. Didier LE CHANU





## ACTE D'AVOCAT Avec le concours de

La SELARL CHAPPEL – LE ROUX, représentée par Me Claude CHAPPEL, avocat au barreau de Lorient résident à LORIENT (56100) – 10 Place des Halles SAINT-LOUIS ;

Maître Claude CHAPPEL a été mandaté par toutes les parties pour rédiger le présent acte, après qu'il leur ait préalablement donné avis de la possibilité que chacune d'elles soit assistée par un avocat distinct. En conséquence, après avoir donné lecture de cet acte et recueilli leurs signatures sur ledit acte, à la date mentionnée ci-après, Maître Claude CHAPPEL le contresigne, avec l'accord des parties.

L'Avocat, cosignataire des présentes, atteste solennellement avoir éclairé pleinement la ou les parties qu'ils conseillent sur les conséquences juridiques du présent acte qu'ils ont rédigé et qui fait pleine foi de l'écriture et de la signature des parties ainsi que de la date de la signature tant à leur égard qu'à celui de leurs héritiers ou ayants cause et ce conformément à l'article 1374 du code civil.

*« L'acte sous signature privée contresigné par les avocats de chacune des parties ou par l'avocat de toutes les parties fait foi de l'écriture et de la signature des parties, tant à leur égard qu'à celui de leurs héritiers ou ayants cause.*

*La procédure de faux prévue par le code de procédure civile lui est applicable.  
Cet acte est dispensé de toute mention manuscrite exigée par la loi ».*

Ce présent contrat tiendra lieu de loi aux parties et ce conformément à l'article 1101 du code civil.

Les Parties déclarent :

-avoir été informées des dispositions des articles 4.1 et 7.2 du Règlement Intérieur National de la Profession d'Avocat relatif aux règles de déontologie de la profession et qui prévoient ce qui est ci-après littéralement rapporté :

*« Article 4.1 – L'avocat ne peut être ni le conseil, ni le représentant ou le défenseur de plus d'un client dans une même affaire s'il y a conflit entre les intérêts de ses clients, ou, sauf accord des parties, s'il existe un risque sérieux d'un tel conflit.*

*Article 7.2 – L'avocat rédacteur d'un acte juridique assure la validité et la pleine efficacité de l'acte selon les prévisions des parties. Il refuse de participer à la rédaction d'un acte ou d'une convention manifestement illicite ou frauduleux. Sauf s'il en est déchargé par les parties, il est tenu de procéder aux formalités légales ou réglementaires requises par l'acte qu'il rédige et de demander le versement préalable des fonds nécessaires.*

*L'avocat seul rédacteur d'un acte veille à l'équilibre des intérêts des parties. Lorsqu'il a été saisi par une seule des parties, il informe l'autre partie de la possibilité qu'elle a d'être conseillée et de se faire assister par un autre avocat »*

- et avoir choisi d'un commun accord comme rédacteur de la présente convention la société d'avocat SELARL CHAPPEL – LE ROUX, 10 Place des halles Saint Louis – 56100 LORIENT, inscrite au barreau de LORIENT, représentée par Maître Claude CHAPPEL, étant précisé que le contenu a été négocié et arrêté directement entre les Parties, sans le concours du rédacteur.

Les soussignés :

- reconnaissent que le présent acte a été dressé sur la base de leurs déclarations et des informations communiquées au rédacteur, sans l'intervention de ce dernier.

- reconnaissent que le présent Protocole est le reflet exact de leurs intentions et volontés.

-reconnaissent avoir, préalablement aux présentes, reçu un projet du présent acte.

-déclarent que la lecture du présent acte leur a été faite avant signature et qu'elles ont chacune suivi la lecture et participé à son collationnement au moyen d'un exemplaire qui leur a été remis à cet effet, qu'elles ont été invitées à poser toutes questions sur le texte, à la suite desquelles il leur a été donné toutes explications et éclaircissements, les renseignant pleinement sur la portée de leurs engagements et déclarations.

Le présent contrat est fait sous signature électronique.

L'Article 1367 du code civil stipule :

*« La signature nécessaire à la perfection d'un acte juridique identifie son auteur. Elle manifeste son consentement aux obligations qui découlent de cet acte. Quand elle est apposée par un officier public, elle confère l'authenticité à l'acte.*

*Lorsqu'elle est électronique, elle consiste en l'usage d'un procédé fiable d'identification garantissant son lien avec l'acte auquel elle s'attache. La fiabilité de ce procédé est présumée, jusqu'à preuve contraire, lorsque la signature électronique est créée, l'identité du signataire assurée et l'intégrité de l'acte garantie, dans des conditions fixées par décret en Conseil d'Etat. ».*

**Conservation de l'Acte d'Avocat :**

*«Le présent Acte d'Avocat va faire l'objet d'un archivage numérique.*

*La conservation et l'archivage des Actes d'Avocat sont effectués pour une durée limitée à 75 ans s'agissant des supports numérisés et numériques natifs.*

*Maître Claude CHAPPEL est expressément désigné Avocat Déposant.*

*La délivrance d'un exemplaire numérique de l'Acte d'Avocat pourra être ultérieurement sollicitée par :  
L'Avocat Déposant*

*Les Avocats autres que l'Avocat Déposant, qui ont également apposé leur contreseing sur le présent acte  
L'une des parties signataires, en vertu d'un mandat exprès qu'elle donnera à son conseil, si celui-ci n'est ni l'Avocat Déposant, ni l'un des Avocats qui ont apposé leur contreseing sur le présent acte. »*

**2L SERVICES**  
**Société par Actions Simplifiée**  
**Au capital de 204 001 €**  
**Siège social : Léon Griffon – Zone du Champ des Oiseaux**  
**56890 SAINT AVE**  
**RCS VANNES en cours**

## **STATUTS CONSTITUTIFS**

---

*Certifiés conformes par la Présidence.*

A handwritten signature in black ink, consisting of a large, stylized loop followed by a horizontal line and a vertical stroke.

Le 14 FEV. 2020

## LES SOUSSIGNES :

.Monsieur **Didier LE CHANU**, né le 14 janvier 1967 à SAINT BRIEUC (22), pacsé le 17 juillet 2013 sous le régime de la séparation de biens, selon contrat passé par Maître RABASTE, Notaire à LANESTER le 17 juillet 2013,

.Madame **Katy BRIENT**, épouse **LE STANG**, née le 6 septembre 1976 à AURAY (56), mariée sous le régime de la communauté légale depuis le 31 aout 2013 à Monsieur Pierre LE STANG,

Ceci exposé, les Soussignés ont établi les statuts de la société par actions simplifiée qu'ils ont convenu d'instituer.

## **Titre I Forme - Dénomination - Objet - Siège - Durée**

### **1 Forme**

Il existe, entre les propriétaires des actions créées ci-après et de toutes celles qui le seraient ultérieurement, une Société par actions simplifiée régie par les lois et règlements en vigueur, notamment par le Code de commerce, ainsi que par les présents statuts. Elle fonctionne indifféremment sous la même forme avec un ou plusieurs associés.

### **2 Dénomination**

La dénomination sociale est : **2L SERVICES**

Dans tous les actes et documents émanant de la Société et destinés aux tiers, la dénomination doit être précédée ou suivie immédiatement des mots « Société par actions simplifiée » ou des initiales « S.A.S. » et de l'énonciation du montant du capital social.

### **3 Objet**

La Société a pour objet, en France et dans tous pays :

- La prise de participation dans toutes sociétés, par voie d'achats, d'échange de souscription d'actions, d'obligations, parts sociales, parts d'intérêts et plus généralement de titres de toutes espèces, français ; ou étrangers ;
- La détention et la gestion d'un portefeuille de titres, de tous placements financiers quel que soit son type (valeurs mobilières, souscription et rachat de contrat de capitalisation ...) ;
- Toutes prestations de services dans le domaine du conseil, du développement, de la gestion industrielle, de la fourniture de prestation de service et l'assistance opérationnelle apportée aux entreprises et autres organisations en matière de conseils en stratégie de développement, de gestion, étude de faisabilité, programmation, montage d'opérations et conduite d'opérations ;
- Toutes opérations industrielles, commerciales et financières, mobilières et immobilières pouvant se rattacher directement ou indirectement à l'objet social et à tous objets similaires ou connexes.

### **4 Siège social**

Le siège de la Société est à Léon Griffon – Zone du Champ des Oiseaux – 56890 SAINT AVE.

Il peut être transféré en tout endroit par décision du Président.

Le Président peut librement créer des succursales partout en France et à l'étranger où il le juge utile et à modifier les statuts en conséquence.

### **5 Durée - Année sociale**

1 - La durée de la Société est de quatre-vingt-dix-neuf années à compter de son immatriculation au Registre du Commerce et des Sociétés, sauf les cas de prorogation ou de dissolution anticipée.

2 - L'année sociale commence le 1<sup>er</sup> Janvier et finit le 31 Décembre.

Exceptionnellement, le premier exercice social comprend le temps écoulé depuis l'immatriculation de la Société au Registre du Commerce et des Sociétés jusqu'au 31 Décembre 2020.

En outre, les actes accomplis pour son compte pendant la période de constitution et repris par la Société seront rattachés à cet exercice.

## **Titre II Apports - Capital social - Actions**

### **6 Formation du capital**

Les Soussignés ont fait les apports suivants à la Société :

- Monsieur Didier LE CHANU, une somme en numéraire de DEUX CENT QUATRE MILLE EUROS,  
ci 204 000 €,
- Madame Katy LE STANG, une somme en numéraire de UN EURO,  
ci 1 €,

Soit au total la somme de 204 001 euros, correspondant à 204 001 actions de 1 euro, souscrites en totalité et intégralement libérées ainsi que l'atteste le certificat du dépositaire établi le 28 janvier 2020, par la Banque CMB – Agence de VANNES KERLANN, dépositaire des fonds, sur présentation de la liste des souscripteurs mentionnant les sommes versées par chacun d'eux, certifié sincère et véritable par Monsieur Didier LE CHANU, représentant les associés fondateurs.

La somme totale correspondant aux apports en numéraire a été déposée au compte de ladite banque.

**VALEUR TOTALE DES APPORTS : 204 001 €**

### **7 Capital social**

Le capital social est fixé à la somme de 204 001 €, de même catégorie. Il est divisé en 204 001 actions de 1 € chacune, intégralement libérées.

### **8 Versements en compte courant**

Chacun des associés propriétaires d'actions pourra effectuer des versements en compte courant. Ces sommes produiront des intérêts, dans les conditions prévues par la convention de compte courant, sauf disposition contraire de ladite convention de compte courant.

Ils seront remboursables dans les conditions prévues par la convention de compte courant et en fonction des possibilités de trésorerie de la Société et si les produits d'exploitation le permettent.

## **9 Augmentation du capital social**

Le capital social est augmenté par tous moyens et selon toutes modalités, sur rapport du Président de la Société, par décision collective des associés prise à la majorité de la majorité absolue du capital.

Les associés ont, proportionnellement au montant de leurs actions, un droit de préférence à la souscription des actions de numéraire émises pour réaliser une augmentation de capital. Les associés peuvent renoncer à titre individuel à leur droit préférentiel. La collectivité des associés peut également décider la suppression de ce droit.

Le droit à l'attribution d'actions nouvelles aux associés, à la suite de l'incorporation au capital de réserves, bénéfiques ou primes d'émission, appartient au nu-proprétaire, sous réserve des droits de l'usufruitier.

Si l'augmentation de capital est réalisée par incorporation de réserves, bénéfiques ou primes d'émission, de fusion ou d'apport, la collectivité des associés statue aux conditions de quorum et de majorité prévues à l'article 23.

La collectivité des associés peut déléguer au Président de la Société les pouvoirs nécessaires à la réalisation de l'augmentation de capital.

## **10 Libération des actions**

Toutes les actions d'origine formant le capital initial et représentant des apports en numéraire doivent être obligatoirement libérées de la moitié au moins de leur valeur nominale lors de leur souscription. Le surplus doit être libéré suivant décision du Président dans le délai de six mois à compter de l'immatriculation de la Société au Registre du Commerce et des Sociétés.

Les actions souscrites lors d'une augmentation de capital en numéraire doivent être obligatoirement libérées d'un quart au moins de leur valeur nominale lors de leur souscription et, le cas échéant, de la totalité de la prime d'émission. La libération du surplus doit intervenir en une ou plusieurs fois sur décision du Président dans le délai de cinq ans, à compter du jour où l'augmentation de capital est devenue définitive.

Les appels de fonds sont portés à la connaissance des souscripteurs par lettre recommandée avec accusé de réception expédiée quinze jours au moins avant la date fixée pour chaque versement. Les versements sont effectués, soit au siège social, soit en tout autre endroit indiqué à cet effet.

Tout retard dans le versement des sommes dues sur le montant non libéré des actions entraîne, de plein droit et sans qu'il soit besoin de procéder à une formalité quelconque, le paiement d'un intérêt au taux légal, à partir de la date d'exigibilité, sans préjudice de l'action personnelle que la Société peut exercer contre l'associé défaillant et des mesures d'exécution forcée prévues par la Loi.

## **11 Réduction du capital social**

La réduction du capital est autorisée ou décidée par la collectivité des associés statuant à la majorité absolue qui peut déléguer au Président tous pouvoirs pour la réaliser. En aucun cas, elle ne peut porter atteinte à l'égalité des associés.

La réduction du capital social à un montant inférieur au minimum légal ne peut être décidée que sous la condition suspensive d'une augmentation de capital destinée à amener celui-ci à un montant au moins égal à ce montant minimum, sauf transformation de la Société en Société d'une autre forme.

En cas d'inobservation de ces dispositions, tout intéressé peut demander en Justice la dissolution de la Société.

Toutefois, le Tribunal ne peut prononcer la dissolution si, au jour où il statue sur le fond, la régularisation a eu lieu.

## **12 Forme des actions**

Les actions sont obligatoirement nominatives. Elles donnent lieu à une inscription en compte individuel dans les conditions et selon les modalités prévues par les dispositions législatives et réglementaires en vigueur.

Ces comptes individuels peuvent être des comptes « nominatifs purs » ou des comptes « nominatifs administrés » au choix de l'associé.

## **13 Indivisibilité des actions**

Les actions sont indivisibles à l'égard de la Société. Les copropriétaires indivis d'actions sont représentés par l'un d'eux ou par un mandataire commun de leur choix. A défaut d'accord entre eux sur le choix d'un mandataire, celui-ci est désigné par Ordonnance du Président du Tribunal de Commerce statuant en référé à la demande du copropriétaire le plus diligent.

Le droit de vote attaché à l'action appartient au nu-propiétaire, sauf pour les décisions collectives relatives à l'affectation des bénéfices de la Société où il appartient à l'usufruitier.

Le droit de l'associé d'obtenir communication de documents sociaux ou de les consulter peut également être exercé par chacun des copropriétaires d'actions indivises, par l'usufruitier et le nu-propiétaire d'actions.

Dans tous les cas, le nu-propiétaire peut participer aux décisions collectives, même à celles pour lesquelles il ne jouit pas du droit de vote.

## **14 Cession et transmission des actions**

### **1 - Cession**

La propriété des actions résulte de leur inscription en compte individuel au nom du ou des titulaires sur les registres tenus à cet effet au siège social.

La cession des actions s'opère, à l'égard des tiers et de la Société, par un ordre de mouvement de compte à compte signé du cédant ou de son mandataire. Le mouvement est mentionné sur ces registres.

### **2 - Agrément**

La cession d'actions à un tiers ou au profit d'un associé est librement négociable, sous réserve du respect de l'article 14.3.

La cession des actions s'opère par un virement des actions cédées, du compte du cédant au compte de l'acquéreur. Cette opération ne s'effectue qu'après justification par le cédant du respect des dispositions légales et statutaires.

Toute cession effectuée en violation des clauses statutaires, est nulle de plein droit. Au surplus, une telle cession constitue un juste motif d'exclusion.

### **3 - Droit de préemption**

L'associé qui envisage la cession de tout ou partie de ses actions, s'oblige à en proposer prioritairement l'acquisition aux autres associés, dans les mêmes conditions que celles envisagées pour la cession aux tiers.

L'associé destinataire, qui souhaite faire valoir son droit de préemption, notifiera à l'associé cédant, dans le délai de quarante-cinq (45) jours, son intention d'acquiescer tout ou partie des actions et le nombre qu'il entend acquiescer.

Si tous les associés destinataires souhaitent acquiescer la totalité des actions, la cession se réalisera au prorata des actions dans le capital avant cession.

## **15 Droits et obligations attachés aux actions**

1 - Chaque action donne droit, dans les bénéfices et l'actif social, à une part proportionnelle à la quotité du capital qu'elle représente et donne droit au vote et à la représentation dans les décisions collectives, dans les conditions fixées par les statuts.

Tout associé a le droit d'être informé sur la marche de la Société et d'obtenir communication de certains documents sociaux aux époques et dans les conditions prévues par la Loi et les statuts.

2 - Les associés ne supportent les pertes qu'à concurrence de leurs apports.

Sous réserve des dispositions légales et statutaires, aucune majorité ne peut leur imposer une augmentation de leurs engagements. Les droits et obligations attachés à l'action suivent le titre dans quelque main qu'il passe sauf exception statutaire.

La possession d'une action comporte de plein droit adhésion aux décisions des associés et aux présents statuts. La cession comprend tous les dividendes échus et non payés et à échoir, ainsi éventuellement que la part dans les fonds de réserve, sauf dispositions contraires notifiées à la Société.

3 - Chaque fois qu'il est nécessaire de posséder un certain nombre d'actions pour exercer un droit quelconque, en cas d'échange, de regroupement ou d'attribution de titres, ou lors d'une augmentation ou d'une réduction de capital, d'une fusion ou de toute autre opération, les associés possédant un nombre d'actions inférieur à celui requis ne peuvent exercer ces droits qu'à la condition de faire leur affaire personnelle de l'obtention du nombre d'actions requis.

## **Titre III Direction et contrôle de la Société**

### **16 Président**

La Société est administrée par un Président, personne physique ou morale.

Le Président est nommé ou renouvelé dans ses fonctions par les associés statuant à la majorité, mais il ne pourra être révoqué que par décision collective des associés statuant à la majorité des trois quarts du capital.

La durée du mandat du premier Président est illimitée. Les Présidents qui lui succéderont seront nommés, chacun pour une durée et dans des conditions fixées par la collectivité des associés.

En cas de décès, démission ou empêchement du président d'exercer ses fonctions pour une durée supérieure à Trente jours, dûment constaté par les associés, il est pourvu dans un délai de Quinze jours à son remplacement par l'associé qui détiendra le plus grand nombre d'actions et qui sera en mesure de pouvoir assurer l'intérim.

Le Président par intérim ne demeure en fonction que pour le temps restant à courir du mandat de son prédécesseur et que pendant le temps de l'indisponibilité du Président.

### **17 Pouvoirs du Président**

1 - Le Président assume, sous sa responsabilité, la Direction de la Société. Il la représente dans ses rapports avec les tiers, avec les pouvoirs les plus étendus, dans la limite de l'objet social.

Dans ses rapports avec les tiers, le Président engage la Société même par les actes qui ne relèvent pas de l'objet social, à moins qu'elle ne prouve que le tiers savait que l'acte dépassait cet objet ou qu'il ne pouvait l'ignorer, compte tenu des circonstances, étant exclu que la seule publication des statuts suffise à constituer cette preuve.

2 - Le Président peut consentir à tout mandataire de son choix toutes délégations de pouvoirs qu'il juge nécessaires, dans la limite de ceux qui lui sont conférés par la Loi et les présents statuts.

### **18 Directeur Général**

Les actionnaires peuvent nommer à la majorité un Directeur Général dont il déterminera la durée du mandat, les pouvoirs et la rémunération, étant précisé que les décisions limitant ses pouvoirs sont inopposables aux tiers.

Le Directeur Général ne pourra être révoqué, comme le Président, que par la collectivité des associés à la majorité du capital.

### **19 Représentation sociale**

Les Délégués du Comité d'entreprise exercent leur mandat auprès du Président. A cette fin, celui-ci les réunira une fois par trimestre au moins.

### **20 Conventions**

Les conventions définies à l'article L. 227-10 du Code de commerce sont soumises aux formalités de contrôle prescrites par ledit article.

Elles devront être préalablement autorisées par l'Assemblée, l'associé intéressé ne pouvant prendre part au vote.

Les conventions non approuvées produisent néanmoins leurs effets, à charge pour la personne intéressée et éventuellement pour le Président et les autres dirigeants d'en supporter les conséquences dommageables pour la Société.

Les conventions portant sur les opérations courantes et conclues à des conditions normales sont communiquées au Commissaire aux Comptes. Tout associé a le droit d'en obtenir communication.

Les interdictions prévues à l'article L. 225-43 du Code de commerce s'appliquent, dans les conditions déterminées par cet article, au Président et aux dirigeants de la Société.

### **21 Commissaires aux Comptes**

La nomination d'un ou plusieurs Commissaires aux Comptes titulaires est obligatoire dans les cas prévus par la loi et les règlements. Elle est facultative dans les autres cas.

Un ou plusieurs Commissaires aux Comptes suppléants appelés à remplacer le ou les titulaires en cas de refus, d'empêchement, de démission ou de décès, sont nommés en même temps que le ou les titulaires pour la même durée.

Ils ont pour mission permanente, à l'exclusion de toute immixtion dans la gestion, de vérifier les livres et les valeurs de la Société et de contrôler la régularité et la sincérité des comptes sociaux et d'en rendre compte à la collectivité des associés.

## **Titre IV Décisions collectives**

### **22 Décisions devant être prises collectivement**

Doivent être prises collectivement les décisions suivantes :

- augmentation, réduction et amortissement du capital ;
- fusion, scission ou apport partiel d'actif soumis au régime des scissions ;
- dissolution de la Société ;
- nomination des Commissaires aux Comptes ;
- l'agrément préalable de la Société pour toutes cessions d'actions ;

et ce, dans les conditions prévues par les présents statuts.

Toutes ces décisions relèvent de la compétence de la collectivité des associés statuant à la majorité des **trois quart du capital**.

Toutefois, doivent être prises à l'**unanimité** des associés toutes modifications ou adoption de clauses statutaires relatives à l'inaliénabilité des actions, la suspension des droits de vote, l'exclusion d'un associé ou la cession forcée de ses actions que ce soit consécutivement ou non au changement de contrôle d'une personne morale, ainsi que toutes décisions ayant pour effet d'augmenter les engagements des associés.

### **23 Forme des décisions**

Les décisions collectives des associés sont, au choix du Président, prises en Assemblée Générale ou résultent du consentement des associés exprimé dans un acte sous seing privé. Elles peuvent également faire l'objet d'une consultation écrite.

Toutefois, les décisions suivantes devront être prises en Assemblée Générale :

- approbation des comptes annuels et répartition des résultats ;
- modifications du capital social.

## **24 Consultation écrite**

En cas de consultation écrite, le Président adresse à chaque associé, à son dernier domicile connu, par lettre recommandée, le texte des résolutions proposées ainsi que les documents nécessaires à l'information des associés.

Les associés disposent d'un délai de quinze jours à compter de la date de réception du projet de résolutions pour émettre un vote par écrit, le vote étant, pour chaque résolution, formulé par les mots « oui » ou « non ».

La réponse est adressée à l'auteur de la consultation par lettre recommandée. Tout associé n'ayant pas répondu dans le délai ci-dessus est considéré comme s'étant abstenu.

## **25 Acte sous seing privé**

Les décisions collectives autres que celles nécessitant la réunion d'une Assemblée Générale peuvent également résulter d'un acte sous seing privé signé par tous les associés.

## **26 Assemblée Générale**

### **1 - Convocation**

L'Assemblée Générale est convoquée, soit par le Président, soit par un mandataire désigné par le Président du Tribunal de Commerce statuant en référé à la demande d'un ou plusieurs associés réunissant 25 % au moins du capital.

Elle peut également être convoquée par le Commissaire aux Comptes.

Pendant la période de liquidation, l'Assemblée est convoquée par le ou les liquidateurs. L'Assemblée Générale est réunie au siège social ou en tout autre lieu indiqué dans l'avis de convocation.

La convocation est faite quinze jours avant la date de l'Assemblée, soit par lettre simple ou recommandée adressée à chaque associé, soit par un avis inséré dans un Journal d'annonces légales du département du siège social, soit par télécopie, soit par e-mail ou par porteur et généralement par tous moyens permettant d'établir la preuve de la convocation.

### **2 - Ordre du jour**

L'ordre du jour de l'Assemblée est arrêté par l'auteur de la convocation.

Un ou plusieurs associés, représentant au moins 10 % du capital social et agissant dans le délai de cinq jours suivant la convocation, ont la faculté de requérir l'inscription à l'ordre du jour de l'Assemblée de projets de résolutions par tous moyens de communication visés ci-dessus.

L'Assemblée ne peut délibérer sur une question qui n'est pas inscrite à l'ordre du jour. Elle peut toutefois, en toutes circonstances, révoquer le Président, un ou plusieurs dirigeants et procéder à leur remplacement, à la majorité requise.

### **3 - Admission aux Assemblées - Pouvoirs**

Tout associé a le droit de participer aux Assemblées Générales et aux délibérations personnellement ou par mandataire, quel que soit le nombre de ses actions, sur simple justification de son identité, dès lors que ses titres sont inscrits en compte à son nom.

Un associé ne peut se faire représenter que par un autre associé justifiant d'un mandat.

### **4 - Tenue de l'Assemblée - Bureau - Procès-verbaux**

Une feuille de présence est émarginée par les associés présents et les mandataires et à laquelle sont annexés les pouvoirs donnés à chaque mandataire. Elle est certifiée exacte par le Secrétaire de l'Assemblée.

L'Assemblée est présidée par le Président ou, en son absence, par un dirigeant spécialement délégué à cet effet par l'Assemblée, ou par l'auteur de la convocation.

A défaut, l'Assemblée élit elle-même son Président.

L'Assemblée désigne un Secrétaire qui peut être pris en dehors de ses membres.

Les délibérations des Assemblées sont constatées par des procès-verbaux signés par le Président et le Secrétaire et établis sur un registre spécial.

Les copies et extraits de ces procès-verbaux sont valablement certifiés par l'un des deux.

## **27 Droit de communication des associés**

Tout associé a le droit d'obtenir, avant toute consultation, des documents nécessaires pour lui permettre de se prononcer en connaissance de cause et de porter un jugement sur la gestion et le contrôle de la Société.

## **28 Quorum - Vote**

Le quorum est calculé sur l'ensemble des actions composant le capital social, le tout, déduction faite des actions privées du droit de vote en vertu des dispositions de la Loi ou des présents statuts.

Toutes les décisions (ordinaires ou extraordinaires) ne peuvent être valablement adoptées que si les associés présents ou représentés possèdent **au moins la moitié des actions**.

Chaque action donne droit à une voix.

En Assemblée, le vote s'exprime à main levée, ou par appel nominal, ou au scrutin secret, selon ce qu'en décide le bureau. Lors de consultation écrite, le vote s'exprime ainsi qu'il est dit à l'article 24 ci-dessus.

A l'exception de celles nécessitant une majorité spécifique précisée aux termes des présents statuts ou l'unanimité, les décisions collectives entraînant modification des statuts seront prises à la **majorité des trois quarts**. Les autres seront prises à la majorité simple.

## **Titre V Exercice social - Comptes sociaux - Affectation et répartition des bénéfices**

### **29 Exercice social**

L'année sociale est définie à l'article 5.

### **30 Inventaire - Comptes annuels**

Il est tenu une comptabilité régulière des opérations sociales conformément aux lois et usages du commerce.

A la clôture de chaque exercice, le Président dresse l'inventaire des divers éléments de l'actif et du passif. Il dresse également les comptes annuels conformément aux dispositions des articles L. 123-12 et suivants du Code de commerce.

Il annexe au bilan un état des cautionnements, avals et garanties donnés par la Société et un état des sûretés consenties par elle.

Il établit un rapport de gestion contenant les indications fixées par la Loi.

Le rapport de gestion inclut, le cas échéant, le rapport sur la gestion du Groupe lorsque la Société doit établir et publier des comptes consolidés dans les conditions prévues par la Loi.

Le cas échéant, le Président établit les documents comptables prévisionnels dans les conditions prévues par la Loi.

Tous ces documents sont mis à la disposition des Commissaires aux Comptes dans les conditions légales et réglementaires.

### **31 Affectation et répartition des bénéfices**

Le bénéfice distribuable est constitué par le bénéfice de l'exercice, diminué des pertes antérieures et des sommes que les associés décideront de porter en réserve en application des statuts et augmenté du report bénéficiaire.

Sur ce bénéfice, la collectivité des associés détermine la part attribuée aux associés sous forme de dividende et prélève les sommes qu'elle juge à propos d'affecter à la dotation de tous fonds de réserves facultatives, ordinaires ou extraordinaires, ou de reporter à nouveau.

Cependant, hors le cas de réduction de capital, aucune distribution ne peut être faite aux associés lorsque les capitaux propres sont ou deviendraient à la suite de celle-ci, inférieurs au montant du capital.

La collectivité des associés peut décider la mise en distribution de sommes prélevées sur les réserves, soit pour fournir ou compléter un dividende, soit à titre de distribution exceptionnelle ; en ce cas, la décision indique expressément les postes de réserves sur lesquels les prélèvements sont effectués. Toutefois, les dividendes sont distribués par priorité sur le bénéfice distribuable de l'exercice.

Les pertes, s'il en existe, sont, après l'approbation des comptes par la collectivité des associés, inscrites à un compte spécial pour être imputées sur les bénéfices des exercices ultérieurs jusqu'à extinction.

### **32 Mise en paiement des dividendes**

Les modalités de mise en paiement des dividendes en numéraire sont fixées par la collectivité des associés.

Toutefois, la mise en paiement des dividendes doit avoir lieu dans un délai maximal de neuf mois après la clôture de l'exercice, sauf prolongation de ce délai par autorisation de Justice.

Lorsqu'un bilan établi au cours ou à la fin de l'exercice et certifié par un Commissaire aux Comptes fait apparaître que la Société, depuis la clôture de l'exercice précédent, après constitution des amortissements et provisions nécessaires, déduction faite, s'il y a lieu, des pertes antérieures, ainsi que des sommes à porter en réserve en application de la Loi ou des statuts et compte tenu du report bénéficiaire, a réalisé un bénéfice, il peut être distribué des acomptes sur dividendes avant l'approbation des comptes de l'exercice. Le montant de ces acomptes ne peut excéder le montant du bénéfice ainsi défini.

La Société ne peut exiger des associés aucune répétition de dividende, sauf si la distribution a été effectuée en violation des dispositions légales et si la Société établit que les bénéficiaires avaient connaissance du caractère irrégulier de cette distribution au moment de celle-ci ou ne pouvaient l'ignorer compte tenu des circonstances.

L'action en répétition est prescrite trois ans après la mise en paiement de ces dividendes. Les dividendes non réclamés dans les cinq ans de leur mise en paiement sont prescrits.

## **Titre VI Capitaux propres inférieurs à la moitié du capital - Transformation - Dissolution - Liquidation**

### **33 Capitaux propres inférieurs à la moitié du capital social**

Si, du fait de pertes constatées dans les documents comptables, les capitaux propres de la Société deviennent inférieurs à la moitié du capital social, le Président est tenu, dans les quatre mois qui suivent l'approbation des comptes ayant fait apparaître ces pertes, de consulter les associés à l'effet de décider s'il y a lieu à dissolution anticipée de la Société.

Si la dissolution n'est pas prononcée, le capital doit être, sous réserve des dispositions légales relatives au capital minimum et dans le délai fixé par la Loi, réduit d'un montant égal à celui des pertes qui n'ont pu être imputées sur les réserves, si dans ce délai les capitaux propres n'ont pas été reconstitués à concurrence d'une valeur au moins égale à la moitié du capital social.

Dans tous les cas, la décision de la collectivité des associés doit faire l'objet des formalités de publicité requises par les dispositions réglementaires applicables.

En cas d'inobservation de ces prescriptions, tout intéressé peut demander en Justice la dissolution de la Société. Il en est de même si les associés n'ont pu délibérer valablement.

Toutefois, le Tribunal ne peut prononcer la dissolution, si au jour où il statue sur le fond, la régularisation a eu lieu.

### **34 Transformation**

La Société peut se transformer en Société d'une autre forme.

La décision de transformation est prise par la collectivité des associés sur le rapport des Commissaires aux Comptes de la Société, lequel doit attester que les capitaux propres sont au moins égaux au capital social.

La transformation en Société en Nom Collectif nécessite l'accord de tous les associés ; en ce cas, les conditions prévues ci-dessus ne sont pas exigées.

La transformation en Société en Commandite Simple ou par actions est décidée dans les conditions prévues pour la modification des statuts et avec l'accord de tous les associés devenant associés commandités.

La transformation en Société Anonyme est prise à la majorité visée à l'article 28.

La transformation en Société à Responsabilité Limitée est décidée dans les conditions prévues pour la modification des statuts des Sociétés de cette forme.

La transformation qui entraînerait, soit l'augmentation des engagements des associés, soit la modification des clauses des présents statuts exigeant l'unanimité des associés, devra faire l'objet d'une décision unanime de ceux-ci.

### **35 Dissolution - Liquidation**

Hors les cas de dissolution prévus par la Loi, et sauf prorogation régulière, la dissolution de la Société intervient à l'expiration du terme fixé par les statuts ou à la suite d'une décision collective des associés prise à la majorité des trois quarts des droits de vote.

Un ou plusieurs liquidateurs sont alors nommés par cette décision collective.

Le liquidateur représente la Société. Tout l'actif social est réalisé et le passif acquitté par le liquidateur qui est investi des pouvoirs les plus étendus. Il répartit ensuite le solde disponible.

La collectivité des associés peut l'autoriser à continuer les affaires en cours ou à en engager de nouvelles pour les besoins de la liquidation.

L'actif net subsistant après remboursement du nominal des actions est partagé également entre toutes les actions.

## **Titre VII Contestations**

### **36 Contestations**

Toutes contestations qui pourraient s'élever au cours de l'existence de la Société ou après sa dissolution pendant le cours des opérations de liquidation, soit entre les associés, le Président et la Société, soit entre les associés eux-mêmes, relativement aux affaires sociales ou à l'exécution des dispositions statutaires, sont soumises à la procédure d'arbitrage.

Chacune des parties désigne un arbitre, les arbitres ainsi désignés en choisissent un autre, de manière que le Tribunal arbitral soit constitué en nombre impair.

A défaut d'accord sur cette désignation, il y sera procédé par voie d'Ordonnance du Président du Tribunal de Commerce du lieu du siège social, saisi comme en matière de référé par une des parties ou un arbitre.

L'instance arbitrale ne prendra pas fin par la révocation, le décès, l'empêchement, l'abstention ou la récusation d'un arbitre. Il sera pourvu à la désignation d'un nouvel arbitre par Ordonnance du Président du Tribunal de Commerce saisi comme il est dit ci-dessus, non susceptible de recours.

Les arbitres ne seront pas tenus de suivre les règles établies par les Tribunaux. Ils statueront comme amiables compositeurs. Les parties attribuent compétence au Président du Tribunal de Commerce du lieu du siège social tant pour l'application des dispositions qui précèdent que pour le règlement de toutes autres difficultés.

## **DISPOSITIONS TRANSITOIRES**

*Important : les présentes stipulations transitoires ne font pas partie intégrante des Statuts et pourront ne pas être reproduites dans les mises à jour successives des Statuts après l'immatriculation de la Société au registre du commerce et des sociétés.*

## **Titre VIII Constitution de la Société - Organisation de son fonctionnement**

### **37 – Nomination du Président**

Le premier Président de la Société nommé aux termes des présents statuts sans limitation de durée est :

**Monsieur Didier LE CHANU**, né le 14 janvier 1967 à SAINT BRIEUC (22).

Le Président ainsi nommé accepte les fonctions qui lui sont confiées et déclare, en ce qui le concerne, n'être atteint d'aucune incompatibilité ni d'aucune interdiction susceptibles d'empêcher sa nomination et l'exercice de ses fonctions.

### **38 Jouissance de la personnalité morale - Immatriculation au Registre du Commerce et des Sociétés**

1 - La Société jouira de la personnalité morale à dater de son immatriculation au Registre du Commerce et des Sociétés.

2 - L'état des actes accomplis au nom de la Société en formation, avec l'indication pour chacun d'eux de l'engagement qui en résulte pour la Société, est annexé aux présents statuts dont la signature emportera reprise desdits engagements par la Société lorsque celle-ci aura été immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés. Cet état a été en outre tenu à la disposition des associés dans les délais légaux à l'adresse prévue du siège social.

3 - Le Président de la Société est, par ailleurs, expressément habilité, dès sa nomination, à passer et à souscrire, pour le compte de la Société, les actes et engagements entrant dans ses pouvoirs statutaires et légaux. Ces actes et engagements seront réputés avoir été faits et souscrits, dès l'origine, par la Société, après vérification par la collectivité des associés, postérieurement à l'immatriculation de la Société au Registre du Commerce et des Sociétés, de leur conformité avec le mandat ci-dessus défini et au plus tard par l'approbation des comptes du premier exercice social.

### **39 Publicité - Pouvoirs**

Les formalités de publicité prescrites par la loi et les règlements sont effectuées à la diligence du Président qui est spécialement mandaté pour signer l'avis à insérer dans un Journal habilité à recevoir les annonces légales dans le département du siège social.

***STATUTS SIGNES PAR VOIE ELECTRONIQUE***

***ARTICLE 1374 DU CODE CIVIL***

## ANNEXE

### Etat des actes accomplis pour le compte de la Société en formation avant la signature des statuts

- Signature d'un protocole de cession de contrôle le 19 décembre 2019, pour l'acquisition des titres des Sociétés FIDELI COURSE, FIDELI DISTRIBUTION et FIDELI DIFFUSION, auprès de la Société FIDELI GOLFE.
- Ouverture d'un compte bancaire à la banque CMB, agence de VANNES KERLANN, pour dépôt des fonds constituant le capital social.

*STATUTS SIGNES PAR VOIE ELECTRONIQUE  
ARTICLE 1374 DU CODE CIVIL*



## Acte d'Avocat électronique

Identifiant unique de l'Acte : 20200130141538-9i6Orf0lg17jDATOh

**Type d'acte :** Droit des sociétés

---

**Nombre de page(s) signée(s) au total :** 16 dont 1 page(s) de signature

Scellé par le Conseil National des Barreaux  
Le 30/01/2020 à 14:18 CET

serialNumber 39B4

Signé par Kathy BRIENT  
Le 30/01/2020 à 19:35 CET

serialNumber 443F94

Signé par Didier LE CHANU  
Le 30/01/2020 à 22:46 CET

serialNumber 4442D5

Contre-signé par Me Claude CHAPPEL  
Le 31/01/2020 à 11:58 CET

serialNumber 678C7DFFE29F1893283A49DBFDD3210E

Document original électronique sécurisé et signé sur le service eActe du Conseil National des Barreaux  
sous le contrôle d'avocats inscrits à un Barreau Français